

# La Cisjordanie, l'arrière-plan de la guerre israélienne contre Gaza

**Dima Alsajdeya**

DANS **CONFLUENCES MÉDITERRANÉE** 2023/4 (N° 127), PAGES 37 À 51  
ÉDITIONS **L'HARMATTAN**

ISSN 1148-2664

ISBN 9782336436883

DOI 10.3917/come.127.0037

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2023-4-page-37.htm>



**CAIRN.INFO**  
MATIÈRES À RÉFLEXION



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.

**Distribution électronique Cairn.info pour L'Harmattan.**

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Dima Alsajdeya

Docteure en science politique, chercheuse à la chaire Histoire contemporaine du monde arabe au Collège de France et chercheuse associée au Centre Thucydide (Université Paris-Panthéon-Assas)

## La Cisjordanie, l'arrière-plan de la guerre israélienne contre Gaza

### Résumé

*Aussi bien avant qu'après le 7 octobre 2023, les Palestiniens de Cisjordanie font face à la violence des colons et de l'armée israélienne. La Cisjordanie constitue également un espace de répression quasi-permanente de l'Autorité palestinienne (AP), qui contraint la population palestinienne à subir, en plus du système d'occupation israélien, l'autoritarisme palestinien. L'objectif de cet article est de revenir, dans un premier temps, sur la situation en Cisjordanie avant l'attaque du Hamas du 7 octobre afin de montrer que, face à la détérioration de la situation politique et à l'absence d'horizon politique, économique et social dans les territoires palestiniens occupés (TPO), de nouveaux groupes armés, composés d'une toute jeune génération, se sont organisés à la fois contre l'occupation israélienne persistante et contre l'autoritarisme palestinien grandissant. Nous expliquons, dans un deuxième temps qu'après le 7 octobre, la répression de ce mouvement se poursuit. Cette répression, pratiquée aussi bien par Israël que par l'AP dans le cadre de sa « coordination sécuritaire » avec le gouvernement israélien, s'accompagne, sur l'ensemble de la Cisjordanie, d'une accentuation des incursions militaires et de la violence des colons. Nous montrerons enfin qu'à l'image de la population palestinienne à Gaza, celle de la Cisjordanie est aussi hantée par le spectre d'une nouvelle Nakba.*

### Abstract

*Palestinians in the West Bank have been facing violence from Israeli settlers and the Israeli army, pre and post October 7,*

2023. *The West Bank has also been a territory under ongoing repression by the Palestinian Authority (PA), which forces the Palestinian population to endure not only the Israeli occupation but also Palestinian authoritarianism. The aim of this article is twofold: first, to examine the situation in the West Bank before Hamas' attack on October 7, illustrating that, confronted with the deterioration of the political situation and the absence of any political, economic, and social prospects in the Occupied Palestinian Territories (OPT), new armed groups formed by the younger generation have emerged. They are organized against the ongoing Israeli occupation as well as the ever-increasing Palestinian authoritarianism. Second, the article explains that after October 7, the repression carried out by both Israel and the PA through their "security coordination", against this movement has escalated. This repression, is intensified by increased military incursions all over the West Bank and by settler violence. Finally, the article demonstrates that, akin to the Palestinian population in Gaza, Palestinians in the West Bank are haunted by the looming prospect of a new Nakba.*

« *Quand vous entendrez ce message, je serai déjà parti. Israël m'aura tué. J'aime ma mère... protégez la patrie après moi. Les forces militaires israéliennes m'encerclent maintenant et je vais sûrement mourir* ». Ces propos fragmentés sont extraits du testament d'Ibrahim al-Nabulsi, un jeune militant de 19 ans et l'un des fondateurs des Brigades de Naplouse, tué, le 9 août 2022, par l'armée israélienne dans le quartier de Hay el-Yasmina situé au cœur de la vieille ville de Naplouse. Un message vocal qui sonne comme un renouement avec la lutte armée contre Israël d'une jeune génération palestinienne qui, à l'image d'Ibrahim al-Nabulsi et bien d'autres, semble vouloir prendre son destin en main pour en finir avec une vie sans aucun horizon politique, économique et social. Depuis la mi-2021, le retour de la lutte armée en Cisjordanie révèle de nouvelles dynamiques qui reconfigurent la vie politique en Palestine, comme il avait été possible de l'observer au milieu des années 2000. Cette période, comprise entre 2000 et 2022, a également été caractérisée par le déclenchement de la Deuxième Intifada en septembre 2000, le retrait unilatéral d'Israël de la bande de Gaza et de quatre colonies du nord de la Cisjordanie en 2005, la division inter-palestinienne, ainsi que le renforcement du régime autoritaire de l'Autorité Palestinienne (AP). Plus largement, les conditions de vie dans les territoires palestiniens occupés précédant l'attaque du Hamas le 7 octobre 2023 s'inscrivent dans le contexte

## La Cisjordanie, l'arrière-plan de la guerre israélienne contre Gaza

d'un échec total des négociations israélo-palestiniennes, dans le refus israélien systématique de respecter les droits fondamentaux des Palestiniens et dans l'incapacité de la communauté internationale d'imposer une solution politique au règlement de la question israélo-palestinienne. L'ensemble de ces facteurs a été aggravé par la radicalisation du gouvernement israélien qui se traduit par l'adoption, aussi bien avant qu'après le 7 octobre, de méthodes militaires et politiques : pendant les neuf premiers mois de l'année 2023, 208 Palestiniens ont été tués par l'armée israélienne en Cisjordanie, donnant lieu au bilan le plus lourd, au moins depuis 2008<sup>1</sup>.

Le fait de désigner l'attaque du 7 octobre, comme l'ont fait les médias internationaux reprenant à leur compte les propos israéliens, d'« injustifiée » (unprovoked)<sup>2</sup>, ne peut que refléter une tentative délibérée d'occulter les conditions de violence permanente qui l'ont précédée<sup>3</sup>. En dépit de son caractère d'une brutalité inédite, cette attaque des Brigades Izz al-Din al-Qasam, la branche armée du Hamas, s'inscrit dans une histoire qui date de plus de 75 ans, en Palestine et dans la diaspora<sup>4</sup>, caractérisée par une longue occupation des territoires palestiniens depuis 1967 et une colonisation continue l'accompagnant. La bande de Gaza, la zone la plus densément peuplée du monde avec 2,3 millions de Palestiniens vivant sur une superficie de 360 km<sup>2</sup>, vit depuis 2007 sous un blocus israélien, renforcé par les restrictions imposées par les autorités égyptiennes. L'objectif de cet article est de décentrer le regard de la guerre en cours menée par Israël à Gaza en revenant sur la situation en Cisjordanie afin d'esquisser, dans un premier temps, la réalité du terrain avant le 7 octobre. Après cette date, la Cisjordanie se trouve, elle aussi, au cœur de la guerre constituant, sinon un deuxième front de la confrontation, du moins un espace d'intervention permanente des colons et de l'armée israélienne. Ainsi, nous revenons, dans la deuxième partie de cet article, sur l'accentuation de la répression israélienne en Cisjordanie depuis le début de la guerre.

### **Avant le 7 octobre, la Cisjordanie occupée déjà en ébullition**

Les élections du Conseil Législatif Palestinien (CLP) de janvier 2006 se sont soldées par la victoire du Hamas suivie, en juin 2007, par le début de la division inter-palestinienne. Les résultats de ce scrutin ont entraîné le Fatah et le Hamas dans un affrontement violent et se sont traduits sur le terrain par une séparation politique et géographique entre un gouvernement du Hamas dans la bande de Gaza et un autre du Fatah en Cisjordanie.

Depuis lors, la Cisjordanie est gouvernée par les appareils de l'AP dont le mode de fonctionnement se transforme progressivement d'un « autoritarisme discret »<sup>5</sup>, passant souvent par des jeux d'influence et des manœuvres liées aux élections locales, à un autoritarisme plus avéré. Sans qu'elle ne soit « une espèce politique particulière »<sup>6</sup> et sans incarner un État à proprement parler, l'AP se caractérise dès lors par l'extrême centralisation du pouvoir en la personne de Mahmoud Abbas et de son parti politique hégémonique (le Fatah) sur lequel le régime en place s'appuie, par le contrôle des appareils sécuritaires et de la police au service du régime et par l'existence des réseaux de privilèges et du favoritisme<sup>7</sup>. Par ailleurs, depuis le déclenchement de la deuxième Intifada et le redéploiement militaire en Cisjordanie en 2002, la présence de l'armée israélienne est devenue quasi-permanente, sans compter une coopération sécuritaire avec l'AP, dans le cadre d'un échange de fait entre la sécurité d'Israël et les privilèges attribués à la classe politique palestinienne membre de l'AP<sup>8</sup>. En l'absence d'une avancée tangible vers une solution de la question israélo-palestinienne, cette formule n'a fait que réarticuler l'occupation israélienne et créer les conditions nécessaires à l'émergence de groupes armés palestiniens luttant à la fois contre l'autoritarisme du pouvoir de Mahmoud Abbas et l'occupation israélienne.

### La population palestinienne face à une réarticulation du diptyque occupation israélienne-autoritarisme palestinien

En réalité, les problèmes constatés dans les Territoires palestiniens dépassent la simple sous-traitance sécuritaire de l'Autorité palestinienne en faveur d'Israël. Comme indiqué auparavant, le régime palestinien actuel devient de plus en plus autoritaire. En 2022, Mahmoud Abbas a émis deux décrets, le premier renforçant son contrôle sur l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) en empêchant le renouvellement de ses membres, le second compromettant le système judiciaire et portant ainsi atteinte à la séparation des pouvoirs entre l'exécutif, le judiciaire et le législatif, ce dernier étant de facto à l'arrêt depuis la dissolution du Conseil législatif palestinien (CLP) par le président de l'AP en 2018<sup>9</sup>. Cela étant dit, le CLP était resté largement inactif depuis son élection en 2006, où une majorité de membres du Hamas, dont son président Aziz Duweik, siégeait. Cette dissolution est perçue comme une manœuvre pour éviter qu'un membre du Hamas puisse succéder à Mahmoud Abbas, même temporairement<sup>10</sup>. Elle est aussi considérée comme une préparation à une succession de Mahmoud Abbas acceptée par Israël.

## La Cisjordanie, l'arrière-plan de la guerre israélienne contre Gaza

Au niveau interne, l'Autorité palestinienne réprime les dissidents, multipliant les arrestations et actes de torture envers ceux qui contestent les accords d'Oslo et remettent en question son autorité<sup>11</sup>. La situation des droits de l'homme, en particulier la liberté d'expression, se détériore considérablement, en témoigne l'assassinat en juin 2021 de Nizar Banat, critique de longue date de l'AP<sup>12</sup>. Les TPO sont de plus en plus morcelés, tout comme la vie politique palestinienne qui en plus d'être divisée en deux entités séparées entre la bande de Gaza et Ramallah, demeure de facto paralysée et suspendue à la tenue de nouvelles élections, systématiquement annulées (les dernières l'ayant été en mai 2021)<sup>13</sup>.

La dégradation des conditions de vie et de l'activité politique dans les TPO, l'immobilisme politique de l'AP, sa fidélité manifeste aux accords d'Oslo et sa complicité dans la répression de tout acte de résistance à l'occupation ou au *statu quo* dans les TPO, actes perçus par la population comme servant les intérêts d'Israël, ne font que creuser davantage le fossé entre la population palestinienne et ceux qui la gouverne et retarde toute résolution de la situation politique en Palestine<sup>14</sup>. Face au renforcement autoritaire et au durcissement de l'occupation, la volonté de créer une nouvelle réalité s'intensifie dans les TPO et donne lieu à la réapparition des groupes armés, notamment dans le nord de la Cisjordanie<sup>15</sup>.

### Retour des groupes armés contre l'occupation israélienne et l'autoritarisme de l'AP

Le début des confrontations militaires en 2021 en Cisjordanie et notamment dans le nord à Jénine, Naplouse, Tulkarem et Qalqiliya, aurait coïncidé avec une escalade militaire israélienne en Cisjordanie notamment à Jérusalem, dans la mosquée Al-Aqsa, suivie d'une guerre contre Gaza en mai 2021. Au cours de cette période, les raids israéliens dans les villes et villages palestiniens se sont intensifiés. Ils entendaient répondre aux différentes actions menées par des groupes armés palestiniens contre des points de contrôle et des colonies de Cisjordanie face à la recrudescence des violations quotidiennes des droits des Palestiniens par des soldats et des colons israéliens auxquelles ils étaient confrontés. Le 6 septembre 2021, six Palestiniens détenus dans la prison de Gilboa, située proche de la ville d'Afoula, se sont évadés après avoir creusé à l'aide d'une cuillère un trou dans le sol de leur cellule puis un tunnel menant vers un champ situé en dehors des murs de la prison. Ces fugitifs ont été de nouveau arrêtés quelques jours après. Cet épisode aurait eu une incidence majeure sur la société palestinienne et

aurait insufflé une conscience révolutionnaire à des dizaines de jeunes militants à l'origine de ce mouvement non-organisé<sup>16</sup>.

Cette conscience, Israël a cru l'avoir anéantie après la bataille de Jénine de 2002. Cette nouvelle vague de résistance débutée en 2021, notamment à Jénine et à Naplouse – mais aussi ailleurs en Cisjordanie comme dans le camp de réfugiés de Aqabet Jaber à Jéricho et dans celui d'al-Arroub, près d'Hébron – est marquée par deux facteurs. Premièrement, elle est menée par une génération particulièrement jeune, souvent née peu avant, durant ou peu après la deuxième Intifada palestinienne<sup>17</sup> lorsqu'Israël a réoccupé les territoires palestiniens alors supposés être sous administration palestinienne, selon l'Accord intérimaire sur l'autonomie (Oslo II), signé à Washington le 28 septembre 1995. Deuxièmement, les nouveaux groupes armés en Cisjordanie ne sont pas tous nécessairement guidés par un moteur organisationnel ni même affiliés aux partis politiques palestiniens et peuvent opérer de leur propre initiative sans hiérarchie de commandement. Une partie de ces groupes semble toutefois affiliée et/ou soutenue financièrement par le Jihad islamique palestinien et le Hamas. Les idéologies politiques de ces groupes sont divergentes – et peuvent être hétéroclites sur certains sujets et dans d'autres contextes – mais leur activité militaire est unifiée sous un seul mot d'ordre, celui de la lutte armée. Des groupes armés tels que les Brigades de Balata, le bataillon de 'Osh al-Dababir (nid de frelons), les Brigades de Jénine et la Tanière des Lions de Naplouse ('arin al-usoud), se sont formés progressivement et ont tous déclaré prendre part aux confrontations presque quotidiennes avec l'armée israélienne sans que les multiples raids, en dépit de leur violence, ne dissuadent de jeunes militants de s'y engager. Dans cette nouvelle vague de militantisme, deux facteurs restent hors du commun dans le parcours de ces jeunes et méritent d'être notés : d'une part, la prégnance des groupes affinitaires et des sociabilités amicales au sein des réseaux de militants a joué un rôle central dans la continuité de ce mouvement ; et d'autre part, une partie de ces militants est issue des rangs des appareils sécuritaires de l'AP ou appartient à des familles qui le sont. Les deux facteurs ont largement contribué à rendre ce mouvement hétérogène mais pas désuni.

### Un soutien populaire inévitable face à l'impasse de la situation politique

Ce retour à la lutte armée de la part de ces groupes armés composés essentiellement d'adolescents et de jeunes adultes vient mettre en évidence l'incapacité de l'AP à faire avancer le projet national palestinien, tout en

## La Cisjordanie, l'arrière-plan de la guerre israélienne contre Gaza

essayant de faire revivre une conscience politique et une identité nationale palestinienne étouffée à la fois par le projet colonial israélien et par l'AP. Cette dernière a perdu toute légitimité politique auprès de la population palestinienne qui la perçoit désormais comme le revers de l'occupation israélienne. Cette image a été renforcée par la répression pratiquée par les membres des appareils sécuritaires de l'AP, sur ordres israéliens et au nom de la coordination sécuritaire. La répression acharnée de ce mouvement s'est opérée à la suite de la tenue des sommets d'Al-Aqaba en février 2023 et de celui de Sharm al-Sheikh le mois d'après pour raviver la coopération sécuritaire entre Israéliens et Palestiniens. Avant ces dates et en l'absence d'une pression directe, l'approche de l'AP s'apparentait à un jeu d'influence : elle laissait faire dans une volonté de montrer les scénarios possibles en l'absence d'intervention de sa part, tout en cherchant à éviter que son parti, le Fatah, ne se fracture davantage<sup>18</sup>. Au-delà de l'arrestation systématique des jeunes militants par l'AP, au lendemain du retrait israélien de Jénine après son incursion militaire de grande envergure en juillet 2023, l'AP a commencé à déployer les membres de ses appareils sécuritaires dans le but de prendre le contrôle des zones où se retrouvent les militants et qui, selon son récit, seraient sous l'influence de plus en plus forte du Hamas et du Jihad islamique. Ce déploiement avait également pour but de préparer le terrain à la première visite depuis une dizaine d'années de Mahmoud Abbas dans le camp de réfugiés de Jénine.

Dans ce contexte, le soutien populaire à ces groupes armés est, d'une part, ancré dans un imaginaire que cette jeune génération de militants arrive à créer en résistant et en créant une nouvelle réalité : ils sont jeunes et leurs symboles sont historiquement forts. Il s'agit d'une génération qui a compris le sens des lieux (Al-Yasmina, Camp de Balata, Camp de Jénine), là où s'est écrite l'histoire de la deuxième Intifada par exemple<sup>19</sup>. Cette même génération a aussi imposé une coupure avec les combattants de l'ancienne génération et leurs méthodes<sup>20</sup>. De ce fait, le soutien populaire est concret et se manifeste de plusieurs manières, notamment par la solidarité et l'aide fournie aux militants par les habitants des lieux concernés. Nous rappelons celle des familles expulsées de leur maison au début de l'incursion israélienne à Jénine en juillet 2023 lorsqu'elles exprimaient leur solidarité par des mots laissés dans les maisons enjoignant les militants à disposer de leurs biens (« Cette maison est tout à vous, sacrifiez chacune de ses pierres si nécessaire » - (« *Fidakom el dar tuba tuba, el muhem itthalkum bi kheir* »)). Aussi anecdotique que cela puisse paraître, les chansons « Jenin révolution » (*Jenin ya thawra*) et « L'amour du camp » (*ishq al-mukhayam*) récemment devenues très populaires incarnent aussi l'esprit de ce soutien de la population pales-



tinienne<sup>21</sup>. Le refus de la population de la politique de l'AP, son rejet de sa complicité dans la répression de ce mouvement et son soutien à ce dernier se sont également exprimés par l'expulsion de trois responsables politiques du Fatah et de l'AP qui se sont rendus aux funérailles des Palestiniens tués par l'armée israélienne lors de l'invasion de juillet 2023, organisées au lendemain du retrait israélien<sup>22</sup>.

Depuis lors, ce jeune mouvement a été progressivement affaibli à la fois par les assassinats et l'arrestation de ses membres et par la répression générale en Cisjordanie. Pour autant, nombreux sont ceux qui, en Palestine voient déjà une nouveauté, voire un phénomène qui mérite toute l'attention<sup>23</sup>. Si les avis sur les modalités d'opération de ces jeunes militants varient, une chose reste sûre : « la population soutient ceux qui luttent et ceux qui tiennent tête à l'occupation coloniale persistante »<sup>24</sup>.

### **Depuis le 7 octobre, déchainement de violence en Cisjordanie occupée**

Alors que les yeux sont rivés sur la bande de Gaza où la guerre israélienne en cours a déjà fait plus de 21 000 morts, 40 000 blessés et 1,9 million de déplacés à son 60<sup>e</sup> jour<sup>25</sup>, la Cisjordanie connaît une vague de violence qui combine agression des colons, restriction du mouvement des habitants des villes et des villages palestiniens, incursions militaires et arrestations arbitraires. Au 5 décembre, 151 communautés et familles isolées dans 16 localités différentes ont été déplacées de force, 243 Palestiniens ont été tués lors d'attaques de colons israéliens ou lors de raids militaires dans les villes et villages palestiniens pendant lesquels plus de 3700 palestiniens ont été arrêtés<sup>26</sup>.

#### **« La violence des colons n'existe pas »<sup>27</sup> : le gouvernement israélien entre déni et cynisme**

Les violences pratiquées contre les habitants de la zone C, territoire représentant environ 60 % de la Cisjordanie<sup>28</sup>, ne sont pas nouvelles. Selon l'OCHA, la violence des colons a entraîné le déplacement forcé de près de 2000 Palestiniens depuis 2022 dont plus de 43 % depuis le 7 octobre<sup>29</sup>. Depuis le début de la guerre contre Gaza, les ordres israéliens d'évacuation à l'intention, au départ, des Palestiniens du nord de la bande de Gaza, ensuite du centre et aujourd'hui de Khan Younes dans le sud, ne cessent de raviver le spectre de la Nakba palestinienne de 1948. À l'image des tracts

## La Cisjordanie, l'arrière-plan de la guerre israélienne contre Gaza

lâchés par voie aérienne dans les différentes zones de Gaza et ayant pour but de menacer, d'intimider et de forcer les populations à fuir<sup>30</sup>, des avertissements ont été déposés sur des voitures en Cisjordanie menaçant la population d'une nouvelle Nakba : « Wait for the Great Nakba »<sup>31</sup>. Les colons israéliens semblent ainsi profiter de la guerre pour redessiner la carte démographique de la Cisjordanie et précipiter le transfert des populations vers la zone A (18 % de la Cisjordanie). Sous couvert des combats à Gaza, une intensification de la violence et des vagues d'expulsion, considérées comme les plus importantes depuis des années, sont en cours d'exécution contre des communautés bédouines et des familles palestiniennes isolées dans la zone C<sup>32</sup>. Recensées par plusieurs organisations de droits de l'homme dont l'israélienne B'tselem, les violences pratiquées contre ces communautés sont nombreuses et leurs formes sont diverses : en plus des violences physiques directes pratiquées contre les habitants de ces zones et les menaces de mort en cas de refus d'évacuation, d'autres pratiques telles que la coupure des réseaux d'eau et d'électricité, des incursions armées dans les propriétés, le blocage des routes reliant ces communautés avec les villes et les empêchant d'atteindre leurs pâturages ont été commises<sup>33</sup>. À Hébron, dans le sud de la Cisjordanie, l'armée israélienne a imposé un couvre-feu complet entre le 7 et le 21 octobre dans 11 quartiers de la zone H2<sup>34</sup>, enfermant environ 750 familles et bouleversant leur vie quotidienne<sup>35</sup>. L'allègement de ce couvre-feu à partir du 21 octobre s'est caractérisé par des ouvertures d'une heure le matin et le soir pour permettre aux Palestiniens d'Hébron de se déplacer et sortir de leur domicile uniquement le dimanche, le mardi et le jeudi. Cette interdiction totale de mouvement, l'interruption complète de la vie des habitants de ces quartiers ainsi que les actes de violences et d'humiliation commis par les colons ou encore les fouilles corporelles scrupuleuses de l'armée sont tous considérés comme des actes de punition collective, prohibés par le droit international<sup>36</sup>.

À Huwara, près de Naplouse, la violence des colons israéliens a pris une ampleur sans précédent depuis le début de l'année 2023 donnant lieu à des actes de violence extrême<sup>37</sup>, passant d'une moyenne déjà élevée par rapport à l'année 2022 de trois incidents par jour jusqu'au 6 octobre 2023 à une moyenne actuelle de sept incidents par jour<sup>38</sup>. À Jérusalem, enfin, sous prétexte de respecter la « liberté de culte », la politique israélienne protège l'entrisme des Juifs radicaux sur l'esplanade des mosquées attisant la colère des Palestiniens qui dénoncent une entrave au *statu quo*<sup>39</sup>.

Finalement, l'ensemble de ces pratiques s'inscrit dans une politique israélienne plus globale qui consiste à étendre les colonies illégales et à entretenir « un climat d'impunité quasi-totale » au niveau juridique<sup>40</sup>. Ce même sys-

tème protège les colons et encourage les attaques commises en fournissant une protection armée en plus d'un refus de poursuivre les auteurs des attaques. Cette violence croissante des colons est en phase avec la stratégie du gouvernement israélien d'extrême droite qui, en dépit de l'état de guerre, s'apprêtait le 27 novembre 2023 à voter une augmentation du budget pour les colonies en Cisjordanie, approuvée en première lecture par la Knesset le 6 décembre 2023. Cette décision, critiquée au niveau interne sur fond de la primauté de la guerre contre Gaza<sup>41</sup>, et au niveau externe pour sa violation du droit international<sup>42</sup>, a été précédée par une distribution massive des fusils d'assaut à des colons en Cisjordanie et un assouplissement des règles pour en faciliter l'accès<sup>43</sup>.

### Les raids militaires israéliens : destruction du matériel et du symbolique

Si l'été 2023 a connu plusieurs raids militaires dans plusieurs villes palestiniennes notamment du nord de la Cisjordanie, depuis le 7 octobre les incursions israéliennes s'intensifient et prennent une autre ampleur. Au début du mois de juillet déjà, l'armée israélienne avait mené une attaque d'une grande envergure dans la ville de Jénine, décrite comme la plus violente depuis la deuxième Intifada lorsqu'Israël a réoccupé les territoires palestiniens alors supposés être sous administration palestinienne, selon les accords d'Oslo II<sup>44</sup>. Pendant ce raid, le camp de réfugiés de Jénine avait été bouclé pendant deux jours durant lesquels des scènes de destruction massive ont été observées en plus de l'assassinat de 12 Palestiniens et l'arrestation d'une centaine de personnes. Ces incursions militaires qui se sont reproduites à Naplouse, à Qalqilya et ailleurs en Cisjordanie dans les semaines qui ont suivi s'inscrivent dans une opération appelée « une maison et un jardin » (*bayt wa hadiqa*). Cette appellation « [assimile] la Cisjordanie à un jardin [et] rappelle une fois de plus les visées annexionnistes de la politique israélienne. Dans cet imaginaire colonial, la Cisjordanie serait une extension naturelle de la maison israélienne, son pré-carré, et qui représente une profondeur stratégique, un espace vital et une nécessité sécuritaire pour Israël »<sup>45</sup>.

Depuis le 7 octobre, les raids militaires en Cisjordanie se sont encore nettement multipliés utilisant des forces aériennes<sup>46</sup> et visant à la fois la destruction du matériel et du symbolique. Lors du raid israélien à Jénine la nuit du 29 au 30 octobre 2023, l'armée ne s'est pas contentée de détruire l'infrastructure des routes principales menant vers le camp de Jénine et de tuer 4 jeunes palestiniens, mais s'est empressée de détruire « le cheval du

## La Cisjordanie, l'arrière-plan de la guerre israélienne contre Gaza

camp » et « les arches du retour », deux emblèmes de l'histoire du camp. Le premier symbole remonte à l'invasion israélienne du camp en avril 2002, où l'armée israélienne avait détruit des véhicules palestiniens, dont une ambulance conduite par le médecin Khalil Suleiman, tué lors de ce raid. Après la fin de l'opération, l'ensemble des débris de ferraille ont été recueillis par des militants palestiniens pour en faire une œuvre artistique en collaboration avec l'artiste allemand Thomas Kilpper, lors de sa visite au camp de Jénine en 2003. Cette statue du « cheval de Jénine », symbole de l'« authenticité et de la force », a été donc détruite et confisquée par l'armée israélienne le 31 octobre dernier<sup>47</sup>. De même, « les arches du retour »<sup>48</sup>, détruites lors du même raid, représentaient une frontière temporaire du camp et leur symbolisme résidait dans l'évanescence de cette frontière<sup>49</sup>. « L'armée israélienne détruit les arbres, les êtres humains et les pierres » (*al-jaish al-isra'ili yudamer al shajar, al bashar wal hajar*) est une phrase courante qui décrit les conséquences des incursions militaires en Cisjordanie et rappelle ce qu'a désigné Sari Hanafi par « spatocide » et ce qu'a appelé Salih Abdel Jawad « socio-cide »<sup>50</sup>. La destruction de l'infrastructure, les arbres, les supermarchés et les cafés (dans le camp de Jenin et le camp de Tulkarem en novembre 2023 par exemple) ainsi que l'entrave à la mobilité des biens et des gens cherchent vraisemblablement à « abolir le territoire »<sup>51</sup>.

Finalement, l'ensemble des incursions militaires en Cisjordanie occupée s'est accompagné d'une campagne d'arrestation massive : plus de 3700 Palestiniens ont été arrêtés depuis le 7 octobre la plupart sans inculpation ni procès et renouvelable indéfiniment selon le statut israélien de la « détention administrative ». Là encore, la portée s'est élargie et les modes d'intervention et d'arrestation se sont durcis : outre les actes d'humiliation dévoilés par les images et les vidéos pris par des soldats israéliens obligeant les détenus à poser, parfois nus, menottés et les yeux bandés, avec le drapeau israélien ou à chanter en hébreu<sup>52</sup>, les témoignages des anciens détenus, libérés lors du dernier échange de prisonniers fin novembre, font état de torture et de condition de détention extrêmement dures<sup>53</sup>.

## Conclusion

Avant le 7 octobre, face à la montée de la violence en Cisjordanie et à la dégradation tendancielle de la situation politique, l'AP disait « poursuivre une politique multilatérale en investissant les organisations internationales afin d'obtenir une reconnaissance de l'État de Palestine et en saisissant la Cour pénale internationale (CPI) pour ouvrir une enquête sur

les allégations de crimes de guerre commis depuis 2014 dans les TPO »<sup>54</sup>. Face à la guerre à Gaza, l'AP se heurte, une fois de plus, à l'échec de sa politique multilatérale. Bien qu'anecdotique, l'interdiction américaine faite au ministre palestinien des Affaires étrangères Riyad al-Malki d'interagir avec la presse, lors de sa visite à Washington le 8 décembre 2023, montre la faiblesse de cette institution et de ses stratégies internationales<sup>55</sup>. Au niveau interne, ses méthodes continuent à être doublées par une répression accrue à l'égard de toute forme d'opposition à la légitimité des accords d'Oslo et de ses institutions. Depuis le 7 octobre, force est de constater que « la coopération sécuritaire [reste] sacrée », selon Mahmoud Abbas<sup>56</sup>, en dépit de la guerre israélienne contre Gaza et de la situation humanitaire désastreuse. En effet, sous prétexte des « troubles à l'ordre public », les appareils de l'AP ont réprimé les manifestations organisées dans les différentes villes en Cisjordanie en soutien à la population civile de Gaza et contre la guerre israélienne.

Du côté israélien, la politique de dépossession et de colonisation ainsi que la répression générale notamment contre les différents groupes armés en Cisjordanie, et débutées avant l'attaque du Hamas, s'accroissent et prennent une dimension plus arbitraire. La violence des colons et de l'armée israélienne en Cisjordanie prend des formes diverses allant de l'intimidation, des menaces de mort et d'expulsion à des assassinats directs. Comme c'est le cas à Gaza, le spectre d'une nouvelle Nakba hante tous les Palestiniens à nouveau. La Cisjordanie à la fin de l'année 2023 n'est probablement pas une deuxième ligne de la confrontation israélo-palestinienne, mais reste sans aucun doute un deuxième front non-déclaré d'une nouvelle guerre israélienne contre les Palestiniens.

### Notes

1 « Data on casualties - Palestinian fatalities », OCHA. disponible en ligne : <https://www.ochaopt.org/data/casualties#>

2 Sanjana Karanth, « Media Calls The Attack On Israel Unprovoked. Experts Say That's Historically Inaccurate. », Huffpost, 08/10/2023.

3 Tariq Kenney-Shawa, « Israel-Palestine war: Under occupation, armed resistance will never end », The Middle East Eye, le 3/12/2023.

4 Voir à ce sujet Valentina Napolitano, « Un peuple dispersé : les Palestiniens face à la guerre de Gaza », The Conversation, 3/12/2023.

5 Xavier Guignard, « Un autoritarisme discret ? Les élections municipales de 2012 en Cisjordanie », Noria, janvier 2016.

6 Michel Camau, Assia Boutaleb et Luis Martinez, 2005, L'autoritarisme dans le monde arabe (Avant-propos), Le Caire, CEDEJ, p. 5.

7 Pour une lecture des dispositifs centraux du régime autoritaire voir Assia Boutaleb, Marie Van-netzel et Amin Allal, 2018, Introduction aux mondes arabes en (r)évolution, Louvain-la-Neuve, De Boeck Supérieur, p. 56-69.

8 Pour comprendre les dynamiques et les critiques liées à ce sujet, voir Khaled Elgindy, « Why

## La Cisjordanie, l'arrière-plan de la guerre israélienne contre Gaza

- Security Cooperation With Israel Is a Lose-Lose for Abbas », *Foreign Policy Magazine*, 6/02/2023.
- 9 Amira Hass, « Mahmoud Abbas. À l'ombre d'Israël, un pouvoir vieillissant et autoritaire », *Orient XXI*, le 21/11/2022.
- 10 En vertu de l'Article 37, alinéa 2 de la Loi Fondamentale palestinienne de mars 2003, il est prévu que l'intérim du Président de l'AP soit exercé par le Président du CLP.
- 11 Dima Alsajdeya, François Ceccaldi et Emilio Dabed, « Nouveau(x) pouvoir(s) d'Oslo : un colonialisme performatif », in *Confluences Méditerranée*, 2021/2, n° 117, p. 9.
- 12 Abaheer El Sakka, « Face à la grande populaire, l'Autorité palestinienne choisit la répression », *Orient XXI*, le 15 juillet 2021.
- 13 Dima Alsajdeya, 2023, « Palestine: Small Revolutions, Major Deadlock », in *IEMed Yearbook - Geographical Overview I MPCs. Middle East and Turkey*, IEMed, p. 244.
- 14 Ibid.
- 15 Ces groupes armés ne sont pas une création nouvelle. Toutefois ils divergent, dans leurs caractéristiques des autres groupes armés déjà existants ou ayant déjà existé. Voir à ce sujet les travaux de Minas Ouchaklian notamment Minas Ouchaklian, 2020, « Les groupes armés du camp de Balata (Cisjordanie) », in Véronique Bontemps, Jalal Al Hussein, Nicolas Dot-Pouillard et Abaheer El Sakka (dir.), *Penser la Palestine en réseaux*, Diacritiques Éditions, p. 124-151.
- 16 Entretien avec Amed Shehade, journaliste d'Al-Araby couvrant notamment la zone nord de la Cisjordanie, le 15 août 2023, Ramallah.
- 17 La moyenne d'âge oscille souvent entre 18 et 25 ans. Il existe bien évidemment des exceptions avec par exemple Daoud al-Zoubeidi (40 ans), et le médecin Abdullah Abu el Teen (43 ans).
- 18 Entretien avec un chercheur ayant conduit des entretiens avec des responsables de l'AP au début de l'année 2023 au sujet de la politique de l'AP vis-à-vis des groupes armés dans le nord de la Cisjordanie.
- 19 Entretien avec une journaliste palestinienne couvrant la zone nord de la Cisjordanie, le 13 août 2023, Ramallah.
- 20 Entretien avec Amed Shehade, op.cit.
- 21 Dima Alsajdeya, 2023, « Jenin, une « révolution » de la situation politique en Palestine ? », in *Résistances palestiniennes, Cahier du Réseau Euromed France (REF)*, Vol. 9, p. 14.
- 22 « L'autorité récolte-t-elle les fruits de son comportement sécuritaire ? Expulsion de ses dirigeants de la Marche des martyrs de Jenin (en arabe) », *The Palestinian Information Center*, le juillet 2023.
- 23 C'est le sentiment qui ressort de nombreux entretiens conduit lors d'un terrain réalisé entre juin et août 2023 dans les TPO.
- 24 Une phrase qui est revenue souvent lors des discussions et des entretiens conduits lors du terrain réalisé entre juin et août 2023 dans les TPO.
- 25 Ces chiffres sont ceux de l'Euro-Med Human Rights Monitor, le ministère de la santé tenu par le Hamas à Gaza parle de 16 000 morts. Les chiffres avancés par des analystes militaires par rapport à la fréquence, la rapidité et la puissance des bombardements et des armes utilisées s'élèveraient au minimum à 20-30 milles Palestiniens tués selon Guillaume Ancel, ancien officier français (interviewé dans l'émission « C ce soir », 5/12/2023).
- 26 Il convient de rappeler que les colonies de peuplement sont illégales au regard du droit international. Depuis 1967, une dizaine de résolutions ont été adoptées pour condamner cette politique israélienne dont la dernière (résolution 2334) datant de décembre 2016, adoptée par le Conseil de sécurité des Nations unies avec l'abstention des États-Unis. La IV<sup>e</sup> Convention de Genève interdit dans son article 49 le transfert des populations vers des territoires occupés.
- 27 Les propos de Mosche Goldsmidt, ancien maire d'Itamar, une colonie israélienne près de la ville de Naplouse, interrogé à propos « *des restrictions en matière de visa à toute personne impliquée dans l'affaiblissement de la paix, de la sécurité et de la stabilité en Cisjordanie* » selon Matthew Miller, porte-parole du département d'État américain. « "Donnez-moi le nom d'un Arabe tué par des colons" : en Cisjordanie occupée, les Israéliens pas impressionnés par les sanctions américaines », *France Info*, 7/12/2023.
- 28 Les accords Oslo II signés en septembre 1995 divisent la Cisjordanie en trois zones : la zone A sous administration civiles et sécuritaires de l'AP (18 % des TPO) ; la zone B sous administration civile palestinienne et sous administration militaire mixte israélo-palestinienne (20 % des TPO) ; et la zone C sous contrôle civil et militaire israélien (62 % des TPO).

- 29 Selon un rapport de l'OCHA datant du 1er novembre 2023. « The other mass displacement: settlers advance on West Bank herders », OCHA, 01/11/2023.
- 30 « Israel/OPT: Israeli army threats ordering residents of northern Gaza to leave may amount to war crimes », Amnesty International, 25/10/2023 ; « IDF drops Gaza leaflets citing Quran, warns of punishment for "wrongdoers" », The Jerusalem Post, 06/12/2023.
- 31 Hagar Shezaf, « "Wait for the Great Nakba": Palestinians Find Threatening Leaflets on Cars in West Bank », Haaretz, 27/10/2023.
- 32 Au 5 décembre 2023, on parle de 1009 personnes dont 371 mineurs selon les investigations de B'tselem qui détaille et met à jour l'ensemble de ces agressions sur leur site à l'adresse suivante : [https://www.btselem.org/settler\\_violence/20231019\\_forcible\\_transfer\\_of\\_isolated\\_communities\\_and\\_families\\_in\\_area\\_c\\_under\\_the\\_cover\\_of\\_gaza\\_fighting](https://www.btselem.org/settler_violence/20231019_forcible_transfer_of_isolated_communities_and_families_in_area_c_under_the_cover_of_gaza_fighting)
- 33 « Forcible transfer of isolated Palestinian communities and families in Area C under cover of Gaza fighting (updated on December 5, 2023) », B'tselem, 19/10/2023.
- 34 La ville d'Hébron a été divisée à partir de 1997 en deux zones à la suite de la signature du protocole d'Hébron sur le redéploiement de l'armée israélienne en Cisjordanie : le secteur occidental H1, peuplé d'environ 100 000 Palestiniens a été placé sous l'administration de l'AP tandis que le secteur oriental H2, peuplé d'environ 30 000 Palestiniens et 500-700 colons israéliens, a été placé sous le contrôle direct de l'armée israélienne. Au cœur du secteur H2 se trouve la rue des martyrs (Share' al-Shuhada) considérée comme l'artère principale du marché d'Hébron.
- 35 « Israel holding 750 families in Hebron's Area H2 under curfew for last month, in form of collective punishment », B'tselem, 09/11/2023.
- 36 Ibid. ; Article 33 de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre.
- 37 En février 2023, des centaines de colons y ont mené un « pogrom », selon les termes de l'armée israélienne elle-même, où les colons ont « mis le feu, au hasard, aux voitures et aux habitations », tué un Palestinien et blessé une centaine d'autres.
- 38 OCHA, « The other mass displacement: settlers advance on West Bank herders », *op. cit.*
- 39 Louis Imbert, « Vincent Lemire, historien : « A Jérusalem, les Israéliens détruisent le statu quo qu'ils ont eux-mêmes créé en 1967 » », Le Monde, le 14/04/2023.
- 40 « En Cisjordanie : la violence des colons israéliens contre les Palestiniens augmente à un rythme effréné », Première Urgence Internationale, 4/11/2022.
- 41 Benny Gantz, l'opposant de Benyamin Netanyahu susceptible de lui succéder après la phase militaire, a critiqué la décision.
- 42 Le haut représentant européen pour les affaires étrangères et la politique de sécurité Josep Borell a rappelé que le financement de nouvelles colonies illégales « n'est pas de la légitime défense et ne rendrait pas Israël plus sûr. Les colonies sont une violation du droit humanitaire international, et elles représentent la plus grande faiblesse de sécurité d'Israël ».
- 43 En l'espace de deux semaines, plus de 40 000 demandes ont été validées et trois jours après l'attaque du Hamas 10 000 armes ont été déjà distribuées. « Security Minister Itamar Ben-Gvir arms Israeli settlers in occupied West Bank », Middle East Monitor, 24/10/2023.
- 44 L'Accord intérimaire sur l'autonomie (Oslo II), signé à Washington le 28 septembre 1995.
- 45 Dima Alsajdeya, 2023, « Jenin, une « révolution » de la situation politique en Palestine ? », *op. cit.*, p. 12.
- 46 Pendant l'été 2023, l'armée israélienne a utilisé, pour la première fois depuis 2006, à deux reprises en juin et en juillet sa force aérienne à Jenin. Depuis le 7 octobre, l'utilisation des hélicoptères et des drones s'est largement multipliée à Tulkarem, Naplouse, Jenin et Qalqilya.
- 47 « Israeli army removes symbolic horse statue from Jenin », The Middle East Eye, 31/10/2023.
- 48 Comme appelé par les habitants du Camp et symbolisant le droit de retour des Palestiniens expulsés en 1948 et en 1967 de leurs terres.
- 49 « Des symboles détruits par l'armée d'occupation ... quelles sont les histoires du cheval et des arches de retour ? (en arabe) », Al-Araby, 30/10/2023.
- 50 Sari Hanafi, « Spatio-cide, réfugiés, crise de l'État-nation », Multitudes, 2004, vol. 18, n° 4, p. 189.
- 51 Christian Salmon, « La Palestine à feu et à sang. L'abolition du territoire ». *Le Monde Diplomatique*, May, 2002, cité dans Ibid.

## La Cisjordanie, l'arrière-plan de la guerre israélienne contre Gaza

52 Hagar Shezaf, « Cigarette Burns, Beatings, Attempted Sexual Assault: Settlers and Soldiers Abused Palestinians », Haaretz, 21/10/2023.

53 « Israel/OPT: Horrifying cases of torture and degrading treatment of Palestinian detainees amid spike in arbitrary arrests », Amnesty International, 8/11/2023.

54 Dima Alsajdeya, 2023, « Jenin, une « révolution » de la situation politique en Palestine ? », *op. cit.*

55 Lorsqu'une journaliste lui a posé une question sur la situation à Gaza lors d'une conférence de presse, le ministre saoudien des Affaires étrangères Faysal Bin Farhan a répondu à sa place déclarant que : « M. Al-Maliki ne peut pas répondre à votre question en raison des conditions de son visa [...] le gouvernement américain lui impose des restrictions et il ne peut pas interagir avec la presse ». « L'administration américaine interdit le ministre des Affaires étrangères palestinien de faire des déclarations à Washington (en arabe) », Al-Quds Al-Arabi, 08/12/2023.

56 « Abbas : la coordination sécuritaire avec Israël continuera (en arabe) », DW, 28/05/2014.